*Questions orales***LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES**

M. Willie Littlechild (Wetaskiwin): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui au nom des jeunes dont l'avenir m'inquiète si nous n'adoptons pas une TPS quelconque.

L'une des raisons fondamentales qui militent en faveur de la TPS est le bien-être futur de nos enfants. Au demeurant, n'est-ce pas de l'avenir économique du Canada dont nous devons nous occuper? La TPS nous permet d'entrevoir cet avenir avec optimisme, un avenir que nous serons fiers d'avoir nous-mêmes façonné.

La conjoncture actuelle commande une réforme de la fiscalité, et la TPS est un exemple de réforme bien pensée. Elle fera mousser notre productivité, nous rendra plus concurrentiels et abaissera le coût des biens d'équipement, favorisant ainsi la création d'emplois.

On estime que 60 000 nouveaux emplois seraient créés dès 1992 grâce à la TPS. C'est le genre de perspective que nous voulons offrir à nos jeunes. L'application d'une TPS nous permettra d'atteindre l'objectif suivant: créer une économie sûre, prometteuse et saine pour tous les jeunes du Canada.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

En décembre de l'année dernière, le premier ministre a dit aux députés: «L'Accord de libre-échange prolonge le processus visant à rendre le commerce de plus en plus sûr.» Ce sont ses propres termes.

Depuis que le gouvernement a prêté serment en 1984, nous avons vu notre excédent commercial de 20 milliards de dollars baisser constamment, jusqu'à ce qu'il soit réduit de moitié en 1988. Il a ensuite dégringolé pour atteindre 4,4 milliards pendant les trois premiers trimestres de 1989 pour aboutir en octobre dernier à un déficit global de 421 millions de dollars, notre premier depuis 1976.

De plus, pour les dix premiers mois de l'année, notre excédent commercial avec les États-Unis a baissé de 2,5 milliards de dollars.

Comment le gouvernement peut-il accepter ces derniers chiffres? Est-ce là ce que le premier ministre voulait dire lorsqu'il a affirmé devant la Chambre que son accord rendrait notre commerce de plus en plus sûr?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, comme le chef de l'opposition le sait, nos échanges avec les États-Unis totalisent quelque 200 milliards de dollars par an. Et l'accord que nous avons signé est la plus importante entente commerciale jamais conclue dans le monde. Bien entendu, il y a des fluctuations.

Des voix: Oh, oh!

M. Mulroney: Je suis surpris qu'un ancien ministre des Finances soulève cette question ou se mette à en rire. Notre commerce demeure très équilibré. Notre excédent commercial s'élève aujourd'hui à 4 milliards de dollars.

Comme d'habitude, en se basant sur les chiffres d'un seul mois, le chef de l'opposition est en train de prédire de grands malheurs. Pourquoi ne partage-t-il pas l'optimisme et la confiance de tous les Canadiens au sujet du commerce avec d'autres pays et du libre-échange avec les États-Unis et d'autres pays, qui vont nous assurer de plus en plus de prospérité? Il sait très bien de quoi il s'agit. Il a déjà été ministre des Finances. Il sait parfaitement qu'il est extrêmement trompeur d'essayer de faire des projections sérieuses en se basant sur les chiffres d'un seul mois.

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, ce ne sont que les derniers chiffres mensuels d'une série de chiffres mensuels depuis cinq ans, qui montrent une baisse constante de notre excédent commercial avec le monde et les États-Unis.

[Français]

Monsieur le Président, en réalité cet accord commercial avec les États-Unis, négocié par le premier ministre, démontre que notre gouvernement a abandonné notre économie entre les mains des États-Unis. Nous assistons non seulement à une détérioration dans nos chiffres de commerce, mais à une rationalisation d'entreprises à l'échelle nord-américaine au bénéfice des travailleurs américains et au détriment des travailleurs canadiens. Les usines ont fermé les unes après les autres et les mises à pied se succèdent: Gillette, à Montréal; Ford, à Windsor; Gerber, à Niagara Falls; General Electric, à Toronto; Indal Limited, à Toronto; Inglis, à Toronto; Burlington Canada, à Toronto; Northern Telecom, à travers l'Ontario; Dominion Textiles, au Québec. Comment le premier ministre peut-il justifier que l'on menace ainsi les inté-